ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 JUIN 1968

2e CIRCONSCRIPTION D'ILLE-ET-VILAINE (RENNES-SUD)



LE PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ (P.S.U.)

présente

# PIERRE HEURTIN

**Agrégé de l'Université**

SUPPLÉANT :

**André ROQUAIS**

**Mécanicien**

**ELECTRICES, ELECTEURS,**

La France travailleuse, par un mouvement d'une ampleur sans précédent, vient de dire ce qu'ellepensait du gouvernement et du régime.

Le gouvernement, dans l'impossibilité d'organiser un plébiscite, essaie de reprendre en mains la situation par des élections faussées par la pression du pouvoir et de ses troupes de guerre civile.

Le P.S.U., fidèle à sa vocation, a demandé qu'il y eût, face à toutes les réactions, une candidature unique de la Gauche sur un programme commun. La chose n'a pas été possible, le P.S.U. n'y est pour rien.

Nous nous présentons au corps électoral avec une analyse claire, un programme précis, un but immédiat pour tous les travailleurs et tous les démocrates.

*
* *

Les mouvements régionaux des mois passés (Quimper, Redon, Fougères, Caen), les mouvements nationaux (paysans, ouvriers, étudiants) de mai 1968 traduisent une colère populaire. Tous expriment le même désir : « Nous ne voulons plus de la domination **d'une poignée de privilégiés.** »

Ce mouvement populaire, pacifique, n'a pour fin ni l'anarchie, ni le totalitarisme. Il exige le changement des pouvoirs économique et politique. Il ne cesse de rencontrer, sur l'ordre du gouvernement, que la répression policière.

La minorité qui nous gouverne n'a rien cédé ; ses concessions, elle espère les reprendre en détail par la suite. Elle nous demande **d'attendre encore dix ans.**

Tout aurait pu changer, si les organisations traditionnelles de la gauche n'avaient réduit leur opposition à une simple discussion parlementaire ou à une attitude en retrait sur les revendications des travailleurs.

Le **P.S.U.**, qui ne s'est pas tenu à l'écart du mouvement, veut répondre à tous vos problèmes.

IL PROPOSE :

- **L'ÉCONOMIE dans la main des travailleurs,** au service de **tous** et particulièrement **des plus défavorisés :**

— **Dans l'entreprise,** outre la reconnaissance réelle du **droit syndical,** le **pouvoir de décision** des travailleurs (ouvriers, employés et cadres) sur les conditions et la durée du travail, les salaires, les bénéfices, les investissements, l'emploi et la promotion sociale ;

— **Dans l'administration,** le **droit des fonctionnaires** à négocier, avec l'Etat-patron, les rémunérations, les conditions de travail ; la création de **commissions paritaires** dotées des plus larges pouvoirs de gestion.

— **Dans les deux cas,** nous reprenons les revendications repoussées par le pouvoir : suppression des zones de salaires — diminution du temps de travail sans diminution du pouvoir d'achat — échelle **mobile.**

- **DANS L'AGRICULTURE,** le **changement de profession,** dans des conditions **décentes,** de ceux qui, encore jeunes, ne peuvent ou ne veulent plus être agriculteurs ;

— une indemnité accrue, pour que les travailleurs agricoles puissent se retirer à soixante ans ;

— des prix, des crédits, des subventions régionalisées ;

— une aide particulière pour les agriculteurs dont l'âge ou les structures d'exploitation ne permettent pas l'adaptation au progrès technique ;

— la disparition progressive de la charge foncière du budget des entreprises agricoles ;

— une sécurité plus grande par un statut du fermage rénové ;

— un contrôle des organisations agricoles sur la production, la commercialisation et les prix, en accord avec des offices interprofessionnels (légumes, productions animales, etc.).

- **L'ORGANISATION D'UN PLAN NATIONAL D'EXPANSION, ÉLABORÉ ET CONTROLÉ RÉGIONALEMENT,** comportant :

— l'extension du secteur public par la nationalisation des banques de dépôt, et des banques d'affaires, et des grandes entreprises ;

— une politique de construction donnant la priorité absolue aux logements sociaux ;

— la création d'une banque nationale d'investissements pour le développement régional ;

— le plein emploi assuré par l'industrialisation des régions et par une caisse nationale de l'emploi ;

— une fiscalité plus juste, par l'augmentation de l'abattement à la base, la taxation des hauts revenus et des bénéfices des grandes sociétés.

- **L'ENSEIGNEMENT CRITIQUE, OUVERT ET POPULAIRE,** exigeant :

— la libre discussion, la libre organisation, la libre diffusion de l'information dans tous les établissements ;

— l'**autonomie de gestion** des universités, administrées par les enseignés, les enseignants et les travailleurs ;

— des crédits publics accrus (**priorité** au budget de l'**Education nationale**) ;

— le développement de la contestation, s'affirmant dans un sens positif par une **adaptation constante aux réalités** ;

— la formation professionnelle et générale permanente des travailleurs ;

— la formation d'**hommes libres** et préparés à un nouveau rôle dans une société rénovée.
Tel est le contenu de la laïcité, aujourd'hui.

- **LA LIBÉRATION DE LA CULTURE** (qui doit cesser d'être un privilège, instrument d'une classe). Elle exige :

— une extension du secteur public ;

— des moyens humains et financiers accrus, pour les associations de culture populaire.

- **LE DÉVELOPPEMENT DE L'INFORMATION DANS LA LIBERTÉ,** c'est-à-dire :

— un O.R.T.F. réellement autonome ;

— les supports de la presse (imprimeries, messageries, publicité) nationalisés, gérés démocratiquement, dans le cadre d'offices nationaux, mettant les moyens matériels à la disposition des divers courants d'opinion.

- **UN SERVICE PUBLIC NATIONAL DE LA SANTÉ,** ne favorisant pas une médecine de profit, ni une médecine bureaucratisée, nécessitera :

— des établissements de soins collectivement organisés ;

— une médecine préventive, scientifique et humaine.

- **UNE SÉCURITÉ SOCIALE GÉRÉE PAR LES TRAVAILLEURS** (mais actuellement écrasée et mise entre les mains du patronat par le régime), c'est-à-dire :

— l'abrogation des ordonnances ;

— la solidarité envers les personnes âgées, les déshérités, les handicapés physiques ;

— le soutien aux malades, non seulement pour les soins, mais pour leur réinsertion dans la société.

- **LA LIBERTÉ ET LA SOLIDARITÉ DES NATIONS** par :

— la dénonciation du pacte de l'Atlantique nord (OTAN) et de la division du monde en blocs ;

— la protection de l'économie française contre la menace de l'hégémonie américaine et les manœuvres du capitalisme européen ;

— une véritable planification économique à l'échelle de l'Europe, au moyen d'accords internationaux (tenant compte d'une planification nationale), avec contrôle des grandes organisations syndicales ;

— **le soutien politique et matériel à tous les peuples en lutte** contre les dominations étrangères (Vietnam, Amérique latine, etc.) ;

— la stabilisation, à un juste niveau, du prix des matières premières, grâce à la transformation du système monétaire international ;

— la suppression des instruments de domination de quelques nations ; l'abandon de toutes les forces de frappe et la démilitarisation progressive et simultanée, qui libéreront les moyens financiers nécessaires au développement économique et social des peuples.

- **LA LIBERTÉ ET LA RESPONSABILITÉ DES CITOYENS PARTOUT ET A TOUS LES NIVEAUX ;** elle exige :

— la création et le développement de comités populaires dans les universités, les entreprises, les localités, les quartiers ;

— la substitution à l'institution préfectorale d'organisations décentralisées locales et régionales, indispensables à une véritable décolonisation de la province, comme à l'exercice d'une démocratie réelle ;

— une large consultation des élus et animateurs locaux, pour que les transformations des structures communales et intercommunales expriment le libre consentement des hommes qui seront appelés à les animer.

---

Ces orientations et cette plate-forme sont **seules** susceptibles de réunir bientôt tous ceux qui participent au travail et à la production, pour construire, tous ensemble, le SOCIALISME DANS LA LIBERTÉ.



Le 23 JUIN, vous aurez à choisir entre **l'ancien régime** et ses alliés et, d'autre part, **LE SOCIALISME.**

La loi électorale, qui ne permet à un candidat de se maintenir au deuxième tour que s'il a obtenu **10 % des inscrits,** exige un vote résolu **dès le premier tour.**

SOYEZ EFFICACES. VOTEZ pour le parti qui contient le PLUS DE JEUNES et qui est aussi le parti des KASTLER, des MONOD, des Michel ROCARD, de Pierre MENDÈS-FRANCE.

PORTEZ, **MASSIVEMENT,** VOS VOIX sur les **CANDIDATS DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ.**

VU, LE CANDIDAT :

IMP. LEFEUVRE, 3, RUE BLERIOT - RENNES